



# LE PROJECTEUR

*Pour un autre éclairage de l'action municipale*

Le journal de l'opposition municipale - ville de Saint-Pierre d'Oléron

## L'édito

*Le Projecteur est de retour !*

*Dans l'esprit qui nous anime, et que nous vous avons présenté dans le premier numéro, nous portons notre vision et notre programme dans l'action municipale, par un examen vigilant des dossiers. Nous restons force de propositions, tant au sein du conseil municipal que du conseil communautaire.*

*Ce second numéro n'est qu'un aperçu de tous les sujets que l'on aurait pu aborder. Faute de place, nous n'avons pas tout dit.*

*Bonne découverte et excellente saison.*

## L'actualité

### ■ Le clientélisme pour résoudre les contentieux

À qui veut l'entendre, le maire dénonce les contentieux que l'équipe précédente lui a laissés et qui minent son action municipale. Tout naturellement, l'un de ses premiers objectifs est de recouvrer à tout prix une plus grande sérénité. À tout prix, c'est le cas de le dire !

Il se vante d'avoir su trouver une solution pour les terrains de La Claircière, sur lesquels le PLU interdit a priori toute construction, en proposant d'y implanter les futurs locaux de la gendarmerie (qui serait construite par la CDCIO après rachat du terrain) et une future caserne des pompiers.

Que ces deux institutions aient besoin de cadres de vie et de travail modernisés en lien avec notre temps et les exigences d'efficacité qui pèsent sur elles, n'a échappé à personne : le consensus existe.

En 2005, la commune de Saint-Pierre, dont le maire était Jean Paul Peyry et l'un de ses adjoints Christophe Sueur, a acquis, à bon prix, un terrain route

des Châteliers pour une future gendarmerie. Pourquoi ne pas avoir proposé à la CDCIO de reprendre ce projet de gendarmerie sur ce terrain ? Aujourd'hui où les crédits publics se font plus rares, aller acheter des terrains supplémentaires ne paraît pas raisonnable.

On sait par ailleurs, que sur ce site très sensible (zone de captage de l'Aubier, un des rares sites d'alimentation en eau potable de l'île d'Oléron), les aménagements envisagés, s'ils sont finalement autorisés, ne pourront pas s'exonérer des contraintes environnementales, renchérissant le coût des travaux éventuels.

Si l'on comprend bien, la collectivité vient au secours du promoteur, en lui rachetant son terrain à un prix dont on peut imaginer qu'il sera avantageux pour le propriétaire. Que ce soit communal ou intercommunal, ce sont nos impôts qui vont augmenter. Le maire aura refilé la patate chaude à la CDCIO et peut se targuer, sans rougir, d'avoir mis un terme à un contentieux et permis la construction d'une gendarmerie et d'une caserne des pompiers très prochainement, aux frais d'autres collectivités. La patate chaude a changé de camp ! ■ P. P. et J. S.

## Les brèves

### ■ Petits calculs

Montant estimatif de la construction du vélodrome : 1,2 million € (HT) ; réfection de la place Gambetta : 2,3 millions € (HT) ; reconstruction du clubhouse du golf (complément à trouver en plus des indemnités d'assurance) : 0,36 million €.

Total a minima sans compter les imprévus, les oublis, les avenants divers et les intérêts d'emprunts : 3,9 millions €.

Où va-t-on trouver l'argent nécessaire ? Vous avez trouvé ? La réponse se trouvera dans nos feuilles d'impôts.

### ■ Y a-t-il un projet portuaire à l'horizon ?

Conseil municipal du 16 décembre 2014, Monsieur le maire, suite à une question de Patrick Moquay : « Le projet portuaire n'est pas retardé, tout est calé, c'est une question de trimestres... ».

Les élections départementales sont passées, combien de trimestres, Monsieur le maire ?

### ■ Opération Jackpot ?

Comment rentrer dans ses fonds quand on possède un terrain en zone naturelle dont on ne peut rien faire ? On demande au maire de passer le terrain en zone constructible en prétextant que des institutions publiques ont besoin d'une partie pour de nouveaux locaux, on demande ensuite à la CDC d'acheter au tarif fort cette partie du terrain au propriétaire particulier, celui-ci en profite pour construire sur le reste de la parcelle une résidence hôtelière et des logements... Qui sert-on, le public ou le privé ? À vous de juger...

### ■ Fermeture prochaine d'une classe

En fin de conseil municipal du 7 avril, la majorité annonçait la fermeture d'une classe à la rentrée prochaine. Lors d'un précédent conseil où le sujet des rythmes scolaires avait été abordé, une élue de la majorité actuelle laissait croire - à tort !

## Travaux

Dans la presse quotidienne, hebdomadaire et dans le bulletin municipal, Christophe Sueur n'en finit pas de se gausser sur la qualité des aménagements routiers en cours. Il endosse avec fierté la réussite de ces chantiers, qui étaient programmés avant son arrivée.

Les travaux à La Nattonnière : tout à l'égout, enfouissement des réseaux. Concernant l'assainissement, c'est le Syndicat des Eaux qui décide du calendrier et qui finance le tout, mais Patrick Moquay était intervenu afin que ces chantiers aient lieu au plus tôt. L'enfouissement des réseaux rue des vignes était prévu dès 2013 avec le tout à l'égout. La commune en finance 50% pour les lignes électriques et la totalité pour les télécom.

De même, la piste cyclable de la Grand'Côte à La Cotinière. Les pistes cyclables sont de la compétence de la Communauté de Communes. La première tranche a été menée en 2013/14 et la deuxième est en cours, comme cela est prévu dans le plan pluriannuel vélo. En accord avec la CDCIO, ce chantier inclut la réfection de la chaussée. Celle-ci est à la charge de la commune, mais la CDC y participe financièrement, ce qui permet à la commune de réparer ses routes à moindre coût.

Ces deux exemples montrent qu'en matière de chantier structurant l'équipe actuelle se contente d'engranger les *satisfait* sur la qualité des dossiers de l'équipe Patrick Moquay, maire et président de la CDCIO. Mais que fait l'équipe actuelle ?

Le plan pluriannuel voté par notre équipe municipale prévoyait cet hiver la réfection de la rue des Garnaudières, puis l'avenue du capitaine Leclerc dont les réseaux ont été enfouis. Deux projets très attendus ; jusqu'à quand ?

Quant à l'accessibilité, la municipalité actuelle ne fait que respecter le plan d'aménagement des voiries et des espaces publics (PAVE) établi par l'équipe précédente. Il en va ainsi des travaux réalisés devant le cinéma.

À ce sujet, on peut regretter que les trottoirs de la rue de la Bouline et de l'avenue Leclerc n'aient pas été rendus totalement accessibles à l'occasion des travaux récents. La majorité aurait pu (et dû) en profiter pour tout refaire plutôt que du bricolage ! *A contrario*, les aménagements réalisés dans le cadre de la réfection du parking Lidl, que nous avons imposés dans le permis de construire, sont accessibles. ■ J. S. et P. P.

## TAFTA

Vous avez sans doute remarqué depuis quelque temps aux entrées de la commune de Dolus, ce drôle de petit panneau rouge indiquant « commune hors TAFTA ». Ce mot étrange est en fait l'abréviation de TransAtlantic Free Trade Agreement, et est connu aussi sous le sigle TTIP pour Transatlantic Trade Investment Partnership. Il s'agit en fait du traité économique concernant l'Europe et les États-Unis qui vise un marché de 820 millions de consommateurs dont nous faisons tous partie. Cet accord est en négociation depuis juillet 2013 dans le plus grand secret, entre la Commission Européenne et le Département d'État Américain. Ce traité fait peur. On peut craindre trois choses :

- une ingérence de multinationales étrangères dans les politiques publiques (ces sociétés pourront intenter des procès contre les états si elles jugent que les intérêts qu'ils défendent sont contraires à leur développement, comme elles l'ont déjà fait contre la Pologne et la Roumanie).

- Un nivellement des normes (pour faciliter la circulation commerciale entre pays, on abaisserait certaines obligations de qualité, posant de gros problèmes au niveau alimentaire. On n'a pas forcément les mêmes critères de qualité aux États Unis qu'en Europe).

- La concurrence entre le nouveau monde et l'Europe sera féroce, puisqu'on sait également qu'on produit moins cher outre atlantique que chez nous.

C'est pourquoi, en France un certain nombre de collectivités locales ont pris la résolution de combattre ce traité. La région Poitou-Charentes dans son assemblée plénière du 27/06/2014 a décidé de se déclarer « hors TAFTA » et la commune de Dolus a fait de même. Alors pourquoi la commune de Saint-Pierre n'engagerait-elle pas cette réflexion ? Est-ce trop difficile que de vouloir préserver nos valeurs et de s'en donner les moyens ? ■ C. A.

## La baffe...ouille de Charlotte Lafrog

### Tracas de poète !

Le matin dès le réveil, je *ramollis*, un seul souci, une seule obsession, remplir ma page blanche. Heureusement dans ma tâche, je suis aidée, je possède comme on dit dans mon île, tout, sauf un *cerf-volant*. À force de concentration, c'est merveilleux, les mots s'alignent comme par magie et même certaine fois, en les mélangeant bien, ils finissent par former, sous mes yeux ébahis, des mots de *je*. Et quand arrive le soir, à force d'avoir semé, la page s'est noircie d'idées qui ont germées. Elle plaira à mes *paires* et peut-être même aux *maires* ! Épuisée, mais heureuse, je regagne mes pénates. Une fois dans mon logis, je peux me reposer. Sous le ciel de mon lit, ma *lire* entre mes mains, je pense aux grands poètes, et là tout de go en m'adressant à eux : « Ô chers grands ancêtres ! je suis *ravie au lit* ! ».

### Les brèves (suite)

- que Christophe Sueur, alors conseiller municipal de l'opposition, tel Zorro, avait permis par une intervention de sauver une classe au groupe scolaire Pierre-Loti... Aujourd'hui maire, serait-il devenu muet comme ce bon Bernardo, pour ne pas pouvoir défendre cette classe ? À suivre !!!

### ■ Fermeture du point d'accueil SNCF

Ce qu'avait réussi à sauver Patrick Moquay, l'ancien maire de Saint-Pierre, le nouveau n'a pas su ou voulu le faire. Les personnes qui préfèrent avoir un interlocuteur plutôt qu'un écran en face d'eux sont désormais condamnées à aller... à Rochefort ! Monsieur le maire se retranche derrière le fait que la fermeture a été voulue par la SNCF. Il est plus facile de reporter la responsabilité sur l'autre que d'essayer de se battre. De toute évidence la volonté de préserver ce service aux usagers a fait défaut, même si une lettre a été envoyée à la SNCF deux jours après notre intervention au conseil municipal du 7 avril. (Dernière minute : on comprend pourquoi cet envoi tardif : le local serait destiné à accueillir l'ensemble des services jeunesse dont le président du Sifices ne souhaite plus la présence au complexe sportif.)

### ■ Petites réflexions sur l'école

Pourquoi les effectifs des écoles publiques de Saint-Pierre baissent-ils ? Est-ce que nos élus se sont posés la question ?

Ne serait-ce pas à cause de l'impréparation des activités péri-scolaires, mises en place seulement en janvier et au rabais ?

Ne confondent-ils pas garderie et activités péri-scolaires ?

La non consultation des principaux intéressés, professeurs des écoles et parents d'élèves qui sont les premiers à connaître les attentes de nos têtes blondes n'est-elle pas la cause de cet échec ?

On va sûrement nous objecter qu'il n'y avait rien de budgété et qu'ils ont dû agir dans l'urgence, mais ce n'était qu'une volonté politique.

La commune de Saint-Pierre est la seule commune d'Oléron à n'avoir pas mis en place une réforme des rythmes scolaires digne de ce nom, pourtant la plupart des autres élus sont issus du même bord politique. N'est-ce pas là une volonté affichée de détruire pour détruire ce que la précédente majorité avait élaboré en concertation avec tous les intervenants afin de mettre en place dans les meilleures conditions cette réforme ? Affaire à suivre !

### ■ L'opportuniste

En juin 2011, le conseiller d'opposition Christophe Sueur avait fièrement snobé le déplacement de la délégation officielle de la République de Turquie, venue offrir une œuvre (la tulipe, symbole d'Istanbul) à la commune de Saint-Pierre, en vue d'honorer la mémoire de Pierre Loti. Aujourd'hui, l'édile plastonne au contact des représentants de l'ambassade turque. Une sorte de paraphrase de la chanson de Jacques Dutronc « je retourne ma veste », alors espérons qu'aux prochaines élections, il ne « retourne (pas) son pantalon ».

### ■ Photo ou pas photo ?

Après avoir feuilleté à plusieurs reprises le littoral du 27/03, nous avons constaté que le maire de Saint-Pierre n'était pas en photo. Que s'est-il passé ?

La correspondante locale attirée du maire était-elle souffrante ? Nous avons été rassuré la semaine suivante, voyant que le maire apparaissait à deux reprises dans cet hebdomadaire.

### ■ Trop de bruit !

Vous avez peut-être fréquenté, le mardi soir, la ludothèque installée sous les fenêtres de la mairie où se réunissent les élus de la majorité en bureau municipal. Ceux-ci ont décidé de changer le jour de l'association car le bruit engendré par les joueurs perturbait leur concentration. Par bonheur, ils n'auront pas à changer la date de la fête de la musique qui tombe un dimanche. Quelle chance !

### ■ Culture, vous avez dit culture ?

En conseil municipal du 16 décembre 2014, Monsieur le maire déclare : « C'est un choix de mener une programmation dynamique et différente pour combler le désert culturel de Saint-Pierre. » Avec l'arrêt du partenariat de la Coupe d'or, mais deux jours de manifestation fin août au prix de 20 000 € que va-t-on combler ? ■ R. V. et D. M.

## La protection des côtes

par Patrick Moquay

**Dans le cadre de l'Agenda 21, le 20 avril, la communauté de communes conviait les Oléronais à assister à la conférence de Jean Jouzel, climatologue réputé et vice-président du Giec. Il venait nous parler du changement climatique et de ses conséquences sur la hausse du niveau des océans.**

Jean Jouzel nous a confirmé des faits sur lesquels une majorité d'experts s'accorde : l'activité humaine industrielle est l'explication du réchauffement global actuel et les décideurs ont malheureusement vingt ans de retard sur la communauté scientifique. Cette dernière affirmation semble confirmée par l'absence des élus de la majorité municipale de Saint-Pierre, pourtant commune d'accueil de la conférence. Conscients de l'importance du sujet et des enjeux pour notre territoire et pour ses habitants, les membres de notre liste étaient présents. L'urgence est grande. Si rien n'est fait, des terres se désertifieront et d'autres seront englouties sous les eaux.

Bien sûr, notre territoire sera en première ligne. Aussi, nous nous devons d'être exemplaires. Que faire ? D'une part, protéger nos populations contre la montée des eaux et d'autre part mettre en place une politique de lutte contre le réchauffement climatique. À l'échelle de l'île d'Oléron, le plan d'action de prévention des inondations (PAPI) prévoit l'amélioration des protections contre la mer. Pour autant, on ne peut pas bétonner toutes nos côtes. Les spécialistes sont d'ailleurs sceptiques sur l'efficacité à terme des digues et enrochements, et privilégient plutôt les protections douces par réensablement, comme le pratiquent les Hollandais.

En matière de lutte contre le réchauffement climatique, la CDC IO a répondu à l'appel à projet Territoire à énergie positive (TEPOS) et a été lauréate avec 200 autres territoires français, ce dont nous nous félicitons. Plusieurs des leviers d'actions encouragés par ce programme avaient fait l'objet d'une mise en place sous ma mandature et se dé-



*Dune à la Menounière après la tempête Xynthia*

veloppent encore : réduire la consommation d'énergie dans les bâtiments ; diminuer les émissions de gaz à effet de serre et les pollutions liées au transport ; trier les déchets ; préserver les espaces naturels et les paysages ; développer l'éducation à l'environnement. Aujourd'hui, nous proposons à nos conseils municipal et communautaire d'accentuer encore ces efforts : en modernisant notre éclairage public ; en luttant contre le gaspillage alimentaire ; en produisant des énergies renouvelables locales ; en généralisant la création de potagers bio dans les établissements scolaires et publics.

En conclusion, il s'agit pour nous d'un sujet primordial, à l'échelle locale comme à celle de la planète. Le maire de Saint-Pierre caricature la préservation de l'environnement en la ramenant à la protection des « petits oiseaux ». Rappelons lui ceci : sauver la nature, c'est sauver la planète ; sauver la planète, c'est sauver les humains ; sauver la nature, c'est sauver les humains. ■

Directeur de publication : Patrick Moquay  
Ont participé à ce numéro : Patrick Moquay, Marie-Claude Sellier Marlin, Dominique Massé, Paul Pelletier, Joseph Sachot, Catherine Aubrière, Rodolphe Vaton, Patricia Marchal (conception, réalisation, photo) - imprimerie : Marennes impression

## À quoi ça rime ?

### Sur le pont

Sur le pont d'Oléron  
On veut nous taxer  
Touriste, fais le dos rond  
Car tu vas payer

Pour ne pas augmenter les impôts  
Un péage pour franchir le pont  
Touriste, tu as bon dos  
Car on te prend pour un... pigeon  
Il vaut mieux taxer les gens de l'extérieur  
Quitte à s'attirer leur courroux  
Que de mécontenter les électeurs  
Ce ne serait pas de très bon goût  
Oléronais, ta bourse trinquera aussi  
Car les prix augmenteront  
Cela te causera du souci  
Car indirectement, si, si  
Tu acquitteras la taxe du pont !

### Clientélisme

Il paraît que notre maire place ses pions  
Pensant sans doute aux prochaines élections  
Nommant ses relations dans les associations  
Ou téléphonant pour placer ses champions  
En récompense de services rendus  
Il renvoie l'ascenseur  
Pour être élu ou réélu  
Il distribue ses faveurs  
Il est vrai que souvent  
L'exemple vient d'en haut  
Faut-il tomber à ce niveau  
En l'imitant bassement ?  
Comme d'autres il place ses amis  
Pour avoir la main mise  
Et à coup de compromis  
Croit avoir la maîtrise  
Hélas ces amis ne font qu'un seul geste  
Lorsque le vent a tourné  
Celui de retourner leur veste  
En fonction de leurs intérêts ■ R. V.

## Mac Do or not Mac do ?

**Au même titre que les débats sur l'installation des filières de la Malconche ou l'instauration d'une taxe départementale de droit de passage sur le pont, l'installation de l'enseigne Mac Donald sur la commune de Dolus agite les esprits sur notre île depuis des mois.**

Lors d'une réunion publique organisée par la municipalité de Dolus, les porteurs du projet sont venus défendre leur dossier. Ce soir là, on a pu entendre trois discours.

- Pour les pro-installations, c'est clair, la mal-bouffe est déjà présente sur l'île ; lorsque l'on a une famille, Mac Do n'est pas cher ; il n'y a pas d'endroit convivial pour des jeunes...

- Pour les porteurs du projet, Mac Do France n'est pas à mettre sur le même registre que la maison mère ; la filiale s'est adaptée aux besoins, aux normes ; le public cible sera au rendez-vous, touristes, jeunes ; on créera des emplois.

- Pour les opposants, les plus nombreux (70% de l'enquête d'opinion), l'installation de cette enseigne pose problème quant aux politiques publiques tenues sur l'île depuis plusieurs années ; comment va t-on gérer les nombreux déchets engendrés par ce style de restauration (vente à emporter) alors que la CDC vient de répondre à un appel à projet « territoire zéro déchet » ? *Quid* des politiques de restauration collective en circuit-court et gestion directe qui ont permis l'approvisionnement auprès des agriculteurs locaux et l'éducation des plus jeunes au respect de la sai-

sonnalité et du programme national nutrition santé (PNNS) ? Quel sens donner à la mise en place d'une agriculture durable sur l'île en opposition à l'agriculture intensive destructrice des sols et de la paysannerie en France et dans le monde ?

L'offensive ne date pas d'hier, puisque notre commune avait déjà reçu la visite de l'enseigne de restauration rapide. À plusieurs reprises, Patrick Moquay avait rétorqué aux représentants de la chaîne qu'il était opposé à leur implantation, qui entrerait en contradiction avec les politiques et les principes qu'il portait pour notre collectivité. Au-delà de l'enseigne en question, c'est tout un modèle alimentaire, économique et sociétal qu'il faut remettre en cause : celui d'une alimentation à bas coût, mais au prix d'un appauvrissement nutritionnel et de risques sanitaires aggravés. La jeunesse en est la première victime. En complément des nécessaires changements de politique aux niveaux français et européens, il est de notre responsabilité d'agir localement pour aider les producteurs et permettre aux consommateurs de s'approvisionner en produits de qualité.

■ M.-Cl. S. M. et P. M.

### Pour nous joindre

→ Par courrier à déposer à l'accueil de la mairie au nom de l' élu que vous souhaitez contacter avec la mention « personnel » sur l'enveloppe.

→ Par courriel à l'adresse :  
Contact@ensemble-oleron.org

→ Sur notre site ensemble-oleron.org



Scannez ce QR-code avec votre smartphone pour un accès direct au site internet.

### Invitation

## Rencontre jeudi 25 juin 2015

à partir de **19 heures**

Salle du château de Bonnemie - Saint-Pierre d'Oléron

À cette occasion, vous pourrez échanger avec les élus de la liste *Ensemble pour Saint-Pierre* sur l'action municipale et communautaire. Venez nous rencontrer ! Ce moment sera suivi d'un verre de l'amitié.